



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de La Réunion

ARRÊTÉ N° 1318/DRASS

Portant modification des prix de journée 2007, applicables à compter du 02 mai 2007 à l'IME la Montagne géré par l'Association Saint François d'Assise

LE PREFET DE LA REGION ET DU DEPARTEMENT DE LA REUNION OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment sa partie règlementaire;
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R 314-10, R 314-13, R 314-17, R 314-19, R 314-20, R 314-48, R 314-82 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU la note circulaire du 2 octobre 2006 relative aux établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées, qui fixe notamment les « enveloppes anticipées 2007 » et des compléments de dotation 2006 ;
- VU la note circulaire de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 15 février 2007 fixant conformément à la loi du 11 février 2007, le niveau des dotations dans le secteur médico-social pour chaque région, dans le cadre de l'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie ;
- VU la note circulaire de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie du 06 avril 2007 validant la proposition régionale de répartition de l'enveloppe 2007 médico-sociale et des enveloppes anticipées 2008 et 2009, conformément à la procédure prévue par l'article L.314-3 du Code de l'action sociale et des familles ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 4705 /DRASS en date du 26 décembre 2006 portant rectification de l'arrêté n° 4109/DRASS du 20 novembre 2006 modifiant les prix de journée applicables à l'IME la Montagne géré par l'ASFA ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 332 /DRASS en date du 1^{er} février 2007 portant fixation des prix de journée applicables à compter du 1^{er} février 2007 à l'IME La Montagne géré par l'ASFA ;
- VU le courrier transmis le 31 octobre 2006 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'établissement a adressé ses propositions budgétaires pour l'exercice 2007 ;
- VU nos propositions de modifications budgétaires transmises par courriers du 30 mars et 19 avril 2007;
- VU les remarques de l'établissement ;

SUR RAPPORT de Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales

ARRÊTE

Art. 1. - L'arrêté n° 332/DRASS du 1^{er} février 2007 est abrogé.

Art. 2. Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME la Montagne sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants En Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	298 243,00	3 000 219,71
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 151 340,01	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	400 835,00	
	Résultat 2005	149 801,70	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 000 219,71	3 000 219,71
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Résultat 2005	0,00	

Les tarifs précisés à l'article 3 sont déterminés en tenant compte du résultat déficitaire de l'exercice 2005.

Art. 3. - L'article L.314-7 –bis du Code de l'Action Sociale et des familles précise « *Dans le cas où les tarifs n'ont pas été arrêtés avant le 1^{er} janvier de l'exercice en cause et [...] les tarifs de l'exercice dont la date d'effet est précisée dans l'arrêté tarifaire sont calculés en prenant en compte, les produits facturés sur la base de l'exercice précédent entre le 1^{er} janvier et la dite date d'effet* ».

Compte tenu de l'activité retenue, la tarification journalière pour l'exercice budgétaire 2007 de l'IME La Montagne est fixée comme suit à **compter du 02 mai 2007** :

Internat : 198,32 euros
Semi-Internat : 205,70 euros

Art. 4. Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 58-62, rue de Mouzaïa – 75935 PARIS CEDEX 19, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5. Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Art. 6. En application des dispositions de l'article R.314-36 du Code susvisé, les tarifs fixés à l'article 2 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Réunion.

Art. 7. Le Secrétaire Général de la préfecture et la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint Denis, le 02 mai 2007

P/Le Préfet
Le Secrétaire Général
Franck-olivier LACHAUD